



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

électricité

Question au Gouvernement n° 3641

Texte de la question

SITUATION DES CENTRALES NUCLÉAIRES EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Charles de La Verpillière, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Charles de La Verpillière. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, comme vient de l'indiquer le Premier ministre, des indiscretions ont révélé le contenu des négociations entre les Verts et le parti socialiste sur l'énergie nucléaire.

M. Lucien Degauchy. Tiens, tiens...

M. Charles de La Verpillière. En cas de victoire de la gauche en 2012, il est question de fermer des centrales nucléaires (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), en particulier celle du Bugey qui se trouve dans ma circonscription. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Lucien Degauchy. Tiens donc...

M. Charles de La Verpillière. Localement, ces informations ont créé une vive émotion. La population, les élus, les 2 000 salariés d'EDF et des entreprises sous-traitantes, ainsi que leurs organisations syndicales sont scandalisés.

Au-delà de la centrale du Bugey, ce qui est en jeu, c'est l'avenir d'une filière industrielle majeure qui assure l'indépendance énergétique de notre pays.

L'attitude du parti socialiste et des Verts, pour qui c'est l'enjeu d'une discussion de marchands de tapis sur un coin de table,...

M. Yves Cochet. Pas du tout !

M. Charles de La Verpillière. ...est absolument irresponsable et inacceptable.

Au contraire, sur un sujet aussi grave, les choix qui vont engager la France pour vingt ou trente ans doivent obéir uniquement à des critères objectifs : techniques, scientifiques, sanitaires et économiques.

C'est pourquoi le Premier ministre est venu visiter la centrale du Bugey le 29 août dernier. François Fillon a tiré devant nous les leçons de l'accident de Fukushima...

M. Christian Paul. Nous voilà rassurés !

M. Charles de La Verpillière. ...et a annoncé que toutes les centrales nucléaires françaises feraient l'objet d'un audit par l'Autorité de sûreté nucléaire - organisme indépendant.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous dire où en sont les travaux de l'Autorité de sûreté nucléaire et quelles suites le Gouvernement va leur donner ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, l'Autorité de sûreté nucléaire poursuit cet audit, demandé par le Premier ministre, en toute indépendance. Les opérateurs ont déjà remis un rapport le 15 septembre dernier et vous aurez noté que nous avons obtenu la plus grande transparence puisqu'il est disponible sur le site de l'ASN, comme le sera, en janvier prochain, le rapport définitif.

Lorsque nous observons la situation en Europe, les autres autorités indépendantes n'ont, pour l'instant, émis aucune réserve sur le fonctionnement de leurs propres centrales nucléaires. Toutes peuvent continuer leur activité.

Par ailleurs, nous assistons, vous l'avez souligné, à un marchandage totalement irresponsable dans la mesure où il met en cause une filière qui garantit à la France son indépendance énergétique (*Protestations sur certains bancs du groupe GDR.*), fournit une électricité moins chère, produit peu de gaz à effet de serre et apporte de très importantes capacités en matière d'emplois et d'exportation.

Ceux qui prétendent qu'on pourrait réduire la part de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité à 50 % doivent dire la vérité aux Français : l'électricité serait beaucoup plus chère pour les consommateurs,...

M. Noël Mamère. Non !

M. Éric Besson, *ministre*. ...la compétitivité de nos industries serait amoindrie, la production de gaz à effet de serre augmenterait, la dépendance énergétique s'accroîtrait sensiblement et des dizaines voire des centaines de milliers d'emplois seraient supprimés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Voilà l'exacte réalité.

Je comprends l'émotion du Bugey, monsieur le député. Si le critère avancé pour fermer une centrale est, comme annoncé, celui d'une ancienneté de plus de trente ans, il est complètement absurde : il n'existe pas de lien mécanique entre sûreté et durée de vie. Car seraient alors concernées les centrales du Bugey dans l'Ain, de Fessenheim dans le Haut-Rhin, de Tricastin dans la Drôme, de Gravelines dans le Nord, de Dampierre dans le Loiret, de Saint-Laurent dans le Loir-et-Cher.

Je suis confiant et persuadé que, le moment venu, les Français refuseront ce marchandage irresponsable. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Charles de La Verpillière](#)

Circonscription : Ain (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3641

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 novembre 2011